

L'IRAQ EN 2008

LE TEMPS DES FRAGMENTATIONS

PAR

GABRIELLE LAFARGE (*)

Il est délicat de vouloir saisir la situation actuelle en Iraq sans risquer de la figer et de la déformer en utilisant des schémas réducteurs, voire simplificateurs. Une lecture pragmatique, avant tout fondée sur l'interprétation de données statistiques portant sur le nombre d'attaques, d'attentats et l'ampleur des pertes engendrées (1), tendrait à relever une baisse de la violence. Cette évolution est présentée au bénéfice de la « nouvelle stratégie » pour l'Iraq qui, depuis son annonce par le président George W. Bush en janvier 2007 (2), suscite de nombreuses critiques, notamment au sein de l'opposition démocrate. Ce « *new way forward* » a en effet impliqué un engagement supplémentaire de soldats américains – près de 30 000 hommes. Il s'est traduit par le lancement, depuis février 2007, d'un « plan de sécurisation » sans précédent de Bagdad et des régions environnantes, complété par un programme d'actions civilo-militaires visant à encourager le ralliement de composantes locales iraqiennes aux côtés de la coalition.

Dans son discours « *Return on Progress* » du 13 septembre 2007, G.W. Bush justifiait ce choix en relevant plusieurs résultats encourageants mis sur le compte du « *surge* ». Ce discours permet à la Maison-Blanche d'envisager de premières réductions de troupes pour revenir, à l'été, au niveau *ante* de 130 000 hommes, sans pour autant s'engager sur la question politiquement sensible du retrait. Il est néanmoins probable que le dispositif militaire américain soit redéfini à l'horizon 2009 (3). Les résultats brandis jusqu'alors

(*) Pseudonyme.

(1) Face à des critiques de plus en plus fortes des méthodes de comptabilisation, le Pentagone a pour la première fois inclus les données statistiques iraqiennes dans son rapport de décembre 2007 sur la situation sécuritaire. Les autorités de Bagdad présentent en effet depuis longtemps des pertes civiles iraqiennes bien plus élevées que celles reconnues par les Etats-Unis. La baisse de moitié du nombre de victimes civiles iraqiennes est toutefois relevée depuis octobre 2007, tant par les statistiques américaines que par la comptabilisation iraqienne. Les données iraqiennes pèchant par manque de précision, de capacité et d'objectivité, sont cependant loin d'être fiables. Cf. « A fuller picture : US looks to Iraqi data », *New York Times*, 1^{er} déc. 2007.

(2) Cf. le discours du président George W. Bush, 10 janv. 2007.

(3) A l'occasion du renouvellement pour un an du mandat de la force multinationale en décembre 2007, les autorités iraqiennes ont fait savoir qu'elles n'envisageaient pas sa reconduction fin 2008. Cela signifierait que, passé cette date, le maintien d'une présence militaire étrangère en territoire iraqien nécessiterait la conclusion d'un accord de sécurité et de défense avec Bagdad.

semblent donc davantage répondre à des impératifs du calendrier américain, marqué par la campagne pour les élections présidentielles, qu'à de véritables signaux qui pourraient indiquer que l'Iraq est désormais engagé sur la voie de sa stabilisation.

Si certaines violences ont diminué, notamment à Bagdad et dans la province d'al-Anbar, la nature multiple des affrontements qui frappent toujours le reste du pays conduit à considérer certaines réalités qui pèseront encore longtemps en Iraq et dans la région (4). Les flambées de violences ou les accalmies ne correspondent pas nécessairement au calendrier politique et militaire de la coalition; les violences qui traversent le pays depuis 2003 suivent aussi des dynamiques propres: elles connaissent des mutations; elles ne sont pas de nature comparable selon les zones géographiques concernées; elles correspondent de plus en plus à des moments précis d'un agenda iraquien sur lequel jouent aussi les diverses influences des pays voisins (5).

L'année 2006 a constitué un tournant important dans ce phénomène d'«iraquisation» du conflit, l'attentat de Samarra marquant le basculement symbolique vers une logique de guerre civile. La période 2007-2008 se présente comme une étape critique supplémentaire: la violence est de plus en plus locale, fragmentée, recouvrant des enjeux dont la lisibilité politique n'est pas toujours saisissable. Sans surprise, cette fragmentation des violences se manifeste à travers l'exacerbation des tensions entre tendances chiites concurrentes, l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Iraq (ASRII, depuis peu rebaptisée en ASII) voulant traduire son ascendance sur le système en s'imposant sur la scène chiite, à Bagdad comme dans les régions plus au Sud. Elle apparaît également au sein du paysage compliqué de l'opposition sunnite, traversée par des mouvements de recomposition et des retournements successifs d'alliance conduisant les formations djihadistes à modifier leur posture. Elle pourrait aussi gagner les autorités régionales du Kurdistan iraquien qui, jusqu'alors relativement épargnées, doivent aujourd'hui faire face à de nombreux défis.

2006, L'«IRAQUISATION» DU CONFLIT

Retour sur les «événements de Samarra»

L'attentat frappant le sanctuaire chiite de Samarra le 22 février 2006 a marqué un tournant décisif dans l'évolution de la situation en Iraq. Au-delà

(4) Cf. Gareth STANSFIELD, «Accepting realities in Iraq», *Middle East Programme Briefing Paper*, Chatham House, mai 2007.

(5) Cf. Gabrielle LAFARGE, «Iraq», *Les Nouveaux Mondes rebelles*, Michalon, Paris, 2005, pp. 25-39; Peter HARLING, «Les dynamiques du conflit irakien», *Critique internationale*, n° 34, janv.-mars 2007; Gareth STANSFIELD, *ibid.*

du nombre de morts, du symbolisme du lieu (6) et des manifestations massives qui ont suivi, cet attentat attribué à des éléments d'Al Qaïda en Iraq a marqué le signal au déchaînement des affrontements confessionnels. Au cours des mois qui ont suivi, le pays a en effet connu une explosion sans précédent des violences entre Chiïtes et sunnites. En quelques semaines, les premières représailles contre des dizaines de lieux de culte et de religieux sunnites ont basculé vers un débordement de violences perpétrées par deux camps enfermés dans un cycle sans fin de revanche. Accompagnées par l'intensification des déplacements forcés de population (7), les atrocités commises tout au long de l'année 2006 ont été comprises comme autant de signes de fractures désormais insurmontables au sein de la société. Pour de nombreux Iraquiens et observateurs étrangers, les «événements de Samarra» ont en effet brisé un tabou et constituent, à ce titre, l'élément déclencheur du passage à une logique de guerre civile (8).

Rupture symbolique majeure, les «événements de Samarra» doivent aussi être replacés dans la suite logique des rendez-vous électoraux de 2005 (9). Premiers scrutins pour l'installation d'autorités iraqiennes «pleinement souveraines» (10), les élections de janvier 2005 avaient, sans surprise, consacré la prédominance des courants communautaires – brandissant des identités ethniques ou confessionnelles – sur les partis laïcs et nationalistes. Cette nouvelle étape dans la communautarisation assumée du jeu politique iraquien (11) est allée de pair avec, d'une part, l'affirmation du phénomène islamiste chiïte et de ses milices et, d'autre part, la consolidation des courants historiques kurdes et de leurs peshmergas. Dans ce contexte, si les élections de décembre 2005 ont permis l'arrivée de certains représentants arabes sunnites au Parlement (12), les deux principaux blocs chiïte et kurde

(6) Le mausolée, qui contient les tombes des dixième et onzième imams Ali et Hussein, est l'un des hauts lieux saints de l'Islam chiïte.

(7) Selon les dernières évaluations du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), depuis 2003, au moins 2,4 millions d'Iraquiens ont été déplacés à l'intérieur du territoire national et au moins 2,2 millions se sont réfugiés à l'extérieur du pays, essentiellement en Syrie et en Jordanie. Ces déplacements de population se sont fortement accrus après l'attentat de Samarra et se poursuivent depuis au rythme de 50 000 nouveaux cas par mois, malgré quelques retours constatés, qui s'expliquent du fait des contraintes imposées par les pays hôtes : aucun des deux pays ne reconnaît le statut de réfugiés à ces populations interdites de travail et soumises au renouvellement régulier du titre de permis de séjour.

(8) Cf. Myriam BENRAAD, «L'Irak dans l'abîme de la guerre civile», *Politique étrangère*, n° 1, 2007, pp. 13-26.

(9) Premières élections parlementaires en janvier 2005, référendum constitutionnel en octobre 2005 et nouveau scrutin parlementaire en décembre 2005.

(10) Les premières élections générales de janvier 2005 ont conduit à la formation d'une Assemblée et d'un gouvernement transitoires, puis à l'adoption, par référendum, d'une Constitution, en octobre 2005. Les nouvelles élections de décembre 2005 devaient permettre l'installation d'un gouvernement et d'institutions permanentes. Après plusieurs mois de tractations difficiles, le «gouvernement d'union nationale» de Nouri al-Maliki a été investi en mai 2006.

(11) Le principe des quotas communautaires, qui a guidé toute la période officielle d'occupation et de transition, a été rapidement intégré et assimilé, au point de devenir un élément structurant du jeu politique iraquien. Cf. Fanny LAFOURCADE, *Le Chaos irakien*, La Découverte, Paris, 2007.

(12) Alors que les principaux courants arabes sunnites avaient boycotté les élections de janvier 2005, un certain nombre d'entre eux choisirent finalement de participer au référendum constitutionnel en échange de la promesse d'une révision du texte en 2006, puis aux élections législatives de décembre 2005.

conservaient toutefois l'essentiel des positions acquises avec les premières élections générales de janvier 2005 et l'adoption de la Constitution en octobre 2005 (13). Plus encore, fin 2005, la prééminence de l'Assemblée suprême de la Révolution islamique en Iraq (ASRII), côté chiite, et, côté kurde, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) semblait posée.

Photographie des calculs politiques et des rapports de force sur le terrain, ces résultats donnaient à ces principaux vainqueurs la possibilité de forger une alliance tactique afin d'aborder en position de force les âpres tractations pour la formation du premier «gouvernement iraquien permanent» (14). Voulant avant tout mettre la main dans l'appareil d'État sur les postes qui leur permettraient de faire avancer leur projet régional kurde, l'UPK et le PDK donnèrent ainsi à l'ASRII et à son bras armé, le corps Badr, l'occasion de contrer tous les autres acteurs pouvant remettre en cause son ascendance sur le système, qu'ils soient arabes sunnites, mais aussi chiites. Cela laissait redouter l'explosion d'une violence inter-iraquienne en tant qu'expression de la compétition entre communautés, courants concurrents, milices et factions diverses.

Les affrontements sunnites / chiites au miroir de la course pour le pouvoir

Dans ce contexte, on pouvait craindre que l'ASRII ne cherche à traduire plus avant ses succès politiques sur le terrain de la violence et des affrontements armés (15). Sans surprise, Bagdad fut le théâtre principal de cette lutte, bien avant l'attentat de Samarra, qui apparaît alors comme un événement amplificateur d'un processus déjà bien engagé.

Dès les élections de janvier 2005 et la formation du gouvernement transitoire en avril, l'ASRII avait en effet transformé sa «victoire» électorale en véritable stratégie d'assaut et de purge antisunnite, en premier lieu centrée sur les ministères stratégiques et les diverses autres instances administratives, tant au niveau national que local. Cette stratégie a été particulièrement poussée dans un ministère aussi important que celui de l'Intérieur : elle s'est traduite par l'infiltration du ministère et de ses forces de police par le corps Badr, bras armé de l'ASRII, jusqu'à son contrôle effectif que la formation du gouvernement al-Maliki en mai 2006 et la nouvelle distribution des portefeuilles ministériels n'ont pas suffi à

(13) Le consensus entre Kurdes et Chiites est si fort sur les points majeurs du texte constitutionnel définissant les contours du fédéralisme que les Sunnites se voient dans l'impossibilité de réunir une majorité des deux tiers dans trois gouvernorats nécessaires pour obtenir son amendement.

(14) Après d'âpres négociations, le gouvernement de Nouri al-Maliki est finalement formé en mai 2006.

(15) Cf. «Shiite politics in Iraq : the role of the Supreme Council», *Crisis Group Middle East Report*, n° 70, 15 nov. 2007.

enrayer (16). Un nombre croissant d'enlèvements, de disparitions, d'actes de torture, d'assassinats ciblés et d'exécutions de masse à l'encontre de la population sunnite ont alors été attribués à des policiers et des unités spéciales de la police – les terriblement célèbres «escadrons de la mort».

Dès l'été 2005, le cycle infernal des représailles et contre-représailles était donc enclenché, chaque camp visant à faire de plus en plus de victimes civiles chez ses adversaires. Aux attaques et attentats aveugles frappant des bus, des marchés, des écoles, *etc.* dans les quartiers populaires à forte population chiite à Bagdad et dans les localités environnantes (17) ont répondu des assassinats ciblés, des rafles ou des opérations des forces de sécurité perçues comme des actions punitives antisunnites (18). Par effet miroir, le déchaînement des violences antisunnites, frappant tout d'abord des figures associées au régime précédent de Saddam Hussein, s'est en effet élargi à des personnes ciblées du seul fait de leur appartenance confessionnelle. Le nombre de corps mutilés et les charniers de Sunnites régulièrement découverts dans les faubourgs de la capitale ou dans les eaux du Tigre témoignent de l'ampleur de ce phénomène, lequel a impliqué des Iraquiens qui n'étaient pas tous des membres actifs du corps Badr. De fait, après l'attentat de Samarra, l'Armée du Mahdi a ouvertement participé à ces actions, amenant derrière elle ses bases populaires avant tout constituées des plus déshérités de la communauté; certains d'entre eux avaient déjà intégré les nouvelles forces de sécurité et leurs unités spéciales (19). D'autres Chiïtes sont aussi venus grossir les rangs des forces de sécurité et des milices ou ont encore créé leurs propres factions. Leurs motivations ont été multiples, que ce soit pour des raisons crapuleuses et financières, pour défendre leur quartier ou venger des proches, par réflexe clientéliste et confessionnel ou encore pour satisfaire des enjeux de pouvoir.

(16) Il faudra attendre la fin de l'année 2006 pour qu'une vaste réforme du ministère de l'Intérieur et de ses forces soit entamée. Elle se voit marquée par le renvoi de responsables et des membres des unités spéciales et des commandos impliqués dans des violences antisunnites et des exactions. Selon le général Petraeus, commandant des forces américaines en Iraq, 2 300 personnes ont été renvoyées et plus de 5 000 enquêtes internes sont en cours. Il reste que la terrible réputation de ces forces, toujours composée à plus de 85 % de Chiïtes, est tenace auprès des populations qui les considèrent encore comme des instruments mis au service de l'ASRII et du courant de Sadr.

(17) La terreur de la population chiite est telle que, le 31 août 2005, près de 1 000 personnes trouvent la mort sur le pont d'al-Aïma à Bagdad, lorsqu'une fausse alerte d'attentat déclenche un mouvement de panique dans la foule des pèlerins rassemblés à l'occasion des festivités religieuses d'Achoura.

(18) Le siège puis la prise de la ville de Tall Afar en septembre 2005 ont été vécus comme une mesure de punition collective de la population sunnite, cette localité située au nord de Bagdad apparaissant alors comme une deuxième «ville martyre» après Fallouja.

(19) Certains Chiïtes ayant rejoint les rangs des forces de sécurité et leurs unités spéciales, bien qu'opérant sous l'autorité de commandants désignés par l'ASRII, exprimaient surtout leur loyauté pour Moqtada al-Sadr. Cf. «Shiite politics in Iraq...», *op. cit.*

L'exacerbation des compétitions inter-chiïtes : le cas de l'ASRII et du mouvement de Sadr

Ce retour sur les circonstances ayant conduit aux «événements de Samarra» mène à s'interroger sur la validité d'une grille de lecture qui privilégierait sur toute autre la dimension communautaire des violences inter-iraquiennes (20). L'extension des affrontements sunnites/chiïtes tout au long de l'année 2006 a permis aux principaux courants antagonistes d'accomplir une recomposition plus poussée des espaces symboliques et des territoires : avec la fuite et les déplacements forcés de populations accompagnant les violences ciblées, l'un et l'autre camp ont progressivement redessiné la cartographie des zones urbaines et rurales de population mixte, jusqu'à la constitution de bastions «communautairement homogènes». Les résultats de ce processus sont particulièrement flagrants dans Bagdad et sa ceinture, la capitale étant actuellement grossièrement divisée le long de l'Euphrate en deux grandes rives antagonistes (21) ou encore à Bassora, ville portuaire traditionnellement cosmopolite, dont les populations minoritaires anciennement bien implantées (sunnites, chrétiens, sabéens...) ont aujourd'hui presque disparu (22). Néanmoins, cette territorialisation des affrontements ne doit pas tromper : les violences inter-iraquiennes pour le contrôle du pouvoir, des ressources et des territoires ne se résument pas à la seule lutte entre communautés antagonistes ; elles recouvrent aussi des compétitions à l'intérieur d'une même communauté, entre courants concurrents.

A ce titre, le basculement, en 2006, de l'Armée du Mahdi dans la lutte antisunnite mérite d'être discuté au miroir des relations inter-chiïtes, notamment de la compétition acharnée qui oppose le courant sadriste à l'ASRII. Si l'attentat de Samarra a été suivi d'une riposte chiïte unifiée, cette «alliance sacrée» entre partis chiïtes fut en effet de courte durée et s'est rapidement retournée contre le courant sadriste. On peut penser que l'ASRII a joué un rôle central dans ce retournement de situation, voyant une opportunité pour tenter de marginaliser son principal compétiteur à Bagdad (23).

(20) Comme le font remarquer Hamit Bozarslan et Peter Harling : sinon comment expliquer que le nouvel attentat perpétré à Samarra en 2007 n'ait pas constitué un nouvel élément déclencheur pour des règlements de compte généralisés entre chiïtes et sunnites ? Cf. *Critique internationale*, n° 34, janv.-mars 2007.

(21) S'il existe des enclaves de chaque côté de la rive droite du Tigre, majoritairement sunnite, et de la rive gauche, majoritairement chiïte, les quartiers non homogènes sont devenus extrêmement rares. Le nouveau plan de sécurisation de la capitale a figé cette situation, la construction de barrières et de murs autour des quartiers transformant de fait Bagdad et sa ceinture en une succession d'enclaves.

(22) Selon le HCR, le nombre d'homicides commis à Bassora a enregistré une croissance rapide, passant d'une quinzaine par mois à plus d'une centaine à partir du printemps 2006. Le caractère antisunnite de ces violences ciblées s'est imposé après la destruction du mausolée chiïte de Samarra, alors que les autres minorités, en premier lieu les chrétiens, étaient fortement incitées à quitter la ville. Cf. UNHCR, *Basrah Governorate Assessment Report*, août 2006.

(23) Le courant de Moqtada al-Sadr jouit d'une base sociale particulièrement développée dans la capitale, notamment à Sadr-city qui demeure son bastion.

Une fois installé au gouvernement en juin 2006, l'ASRII a, de fait, modifié sa posture. Ses miliciens du corps Badr, beaucoup plus structurés et hiérarchisés que les groupes armés sadristes, se sont alors attachés à réduire leur implication dans les violences antisunnites ou, du moins, à en donner l'impression, pour mieux se fondre et s'assimiler aux forces de sécurité officielles iraqiennes (24). Ils ont ainsi laissé l'Armée du Mahdi occuper le devant de la scène, le courant sadriste apparaissant alors aux yeux des autorités américaines comme l'acteur le plus professionnalisé, le plus radical, le plus violent et, donc, le plus proche de Téhéran. Les tendances les plus radicales au sein du courant de Sadr y ont vu un encouragement, celles-là critiquant de plus en plus ouvertement les positions jusqu'alors défendues par Moqtada al-Sadr (25). Cette stratégie de délégitimation du courant sadriste a été efficace sur le court terme : Moqtada al-Sadr, quittant précipitamment l'Iraq pour l'Iran, a paru débordé par ses milices (26), lesquelles sont devenues, en plus de l'«insurrection sunnite» et d'Al Qaïda en Iraq, une cible prioritaire pour les Etats-Unis dans le cadre de la préparation de leur nouvelle stratégie. L'ASRII, bientôt rebaptisée, est au contraire sortie renforcée, assurée d'un soutien américain en vue de la consolidation de ses positions sur la scène chiïte, à Bagdad comme à l'extérieur de la capitale (27).

Entamé en février 2007, le nouveau plan de sécurisation de Bagdad a donc constitué une opportunité pour les milices de l'ASRII. N'étant plus stigmatisées dans les discours officiels, assimilées de fait au sein des forces iraqiennes de sécurité, ces dernières ont pu orienter certaines missions de sécurisation à leur propre bénéfice. Les premières opérations «coup de poing» s'accompagnant de quadrillage de secteurs entiers, de rafles, d'arrestations, de saisies d'armes se sont concentrées dans les quartiers Ouest de la capitale, donnant l'impression aux Iraquiens, en premier lieu aux Sunni-

(24) Reidar VISSER, «L'Iran, l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Iraq et la lutte pour le contrôle de Bassora», *Les Cahiers de l'Orient*, n° 87, sept. 2007, p. 66.

(25) Le courant de Sadr est à l'origine un mouvement social – fondé sur la revanche des bases chiïtes les plus déshéritées –, mettant en avant son «iraquité» – par opposition à l'ASRII, mouvement créé en Iran sous le parrainage des Gardiens de la révolution islamique – et sa dimension nationaliste (lutte contre l'occupation étrangère, refus des clivages communautaires et attachement à la préservation de l'unité de l'Etat iraqien). Cela avait amené Moqtada al-Sadr à conclure une alliance avec certains groupes sunnites afin de faire face ensemble aux grandes offensives lancées en 2004 par les forces américaines à Najaf et Fallouja.

(26) A l'heure actuelle, on ne sait toujours pas exactement où se trouve Moqtada al-Sadr, certains responsables iraqiens affirmant qu'il demeure encore en Iran. Sa dernière apparition publique à Koufa date du printemps 2007.

(27) «L'invitation faite à Abd al-Aziz al-Hakim de se rendre à Washington au début du mois de décembre [2006] traduisait, de manière officielle, l'intronisation par les Etats-Unis d'un seigneur de la guerre chiïte» : cf. Reidar VISSER, *op. cit.*, p. 67. Ce nouveau soutien américain n'est pas dénué de paradoxe. L'ASRII, fondée et financée à la fin des années 1980 par les Pasdaran, est, sur un plan historique, le courant islamiste iraqien qui a entretenu les liens les plus intimes avec l'Iran. Sa nouvelle dénomination est significative : l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Iraq est devenue en mai 2007 l'Assemblée suprême islamique en Iraq (ASII), comme si le fait d'enlever le terme «révolution» voulait convaincre de son indépendance vis-à-vis de ses parrains iraniens. Son rapprochement affiché avec la direction religieuse chiïte de Najaf participe de cette stratégie. L'ASII se prépare ainsi aux prochaines échéances électorales de 2009 : elle souhaite apparaître comme un parti profondément iraqien, capter les bases populaires chiïtes plus acquises à Sadr et empêcher tout autre courant chiïte, tel le Da'wa auquel appartient le Premier ministre al-Maliki, d'entraver sa course vers le pouvoir.

tes, d'assister au déroulement d'un « plan chiite ». Dans un deuxième temps, les opérations ont surtout visé les bastions sadristes, ne touchant que très peu les autres milices chiites : dès mars 2007, 600 soldats américains, appuyés par 550 soldats iraqiens, lançaient une vaste opération de fouilles et de désarmement à Sadr-City. Décrété à l'été 2007, le gel volontaire pour six mois des activités de l'Armée du Mahdi dans la capitale a symbolisé pour certains l'affaiblissement du courant de Sadr. De même que le retrait du courant sadriste de l'Alliance iraquienne unifiée, principale coalition parlementaire chiite, suivi en octobre 2007 par la conclusion d'un accord officiel de réconciliation entre Moqtada al-Sadr et le chef de l'ASRII, devenue entre-temps l'ASII. Il reste que cette marginalisation du mouvement sadriste doit être confirmée sur le plus long terme (28). Cela, d'autant que nombre de ses partisans, fuyant la capitale, sont descendus plus au Sud, où, dans les provinces, des heurts plus violents que par le passé opposent régulièrement sadristes, miliciens du corps Badr et autres factions chiites.

2007, LE MORCELLEMENT DES CONFLITS

Des enjeux de plus en plus locaux : l'exemple de la bataille pour Bassora

Les affrontements inter-chiites se concentrent surtout en dehors de Bagdad depuis l'automne 2006, période durant laquelle la question du fédéralisme est entrée au cœur des débats parlementaires. C'est à ce moment que l'ASRII a intensifié sa campagne de communication en faveur de la création d'une grande région fédérale englobant, au centre et au Sud, toutes les zones où les Chiites sont majoritaires. Son projet d'organisation fédérale des régions en grandes entités communautaires a trouvé un premier écho positif au sein des populations chiites, encore sous le choc des événements de Samarra, et un soutien évident des partis kurdes y voyant une opportunité supplémentaire pour consolider leur propre projet au Kurdistan iraquien. Il a au contraire été perçu comme une source de menace supplémentaire pour les Arabes sunnites lesquels, déjà fortement marginalisés dans le système politique et administratif à Bagdad, craignaient de voir leur poids encore diminuer face à deux énormes régions kurde et chiite qui auraient alors concentré la plupart des richesses et des ressources naturelles du pays (29). Cette idée a aussi divisé la scène politique chiite : certains y ont vu une tentative de l'ASRII d'affaiblir l'autorité déjà moribonde du gouvernement de Bagdad, d'exercer un quasi-monopole sur les villes saintes chiites et leurs

(28) A l'instar des autres quartiers de la capitale, Sadr-City est un secteur quadrillé, emmuré, soumis à des contrôles réguliers et des couvre-feux successifs. Pour autant, les forces américaines et iraqiennes se limitent jusqu'à présent à des incursions ponctuelles, reconnaissant être incapables de pénétrer plus avant pour tenir des positions sur le long terme.

(29) Joost HILTERMANN, « Iraq and the new sectarianism in the Middle East », 10 juillet 2007.

richesses tirées de l'économie des pèlerinages (30), de gagner le contrôle des provinces du Sud qui lui résistent encore (31) et de mettre la main sur Bassora, son pétrole et son économie parallèle de contrebande.

In fine, l'idée maximaliste de l'ASRII n'a pas eu gain de cause. La loi fédérale adoptée par le Parlement irakien en octobre 2006 prévoit une procédure complexe, donnant plus de chance à des régions de petite taille de voir le jour qu'à de grosses entités qui rassembleraient plusieurs gouvernorats. L'organisation effective de ces dispositions étant reportée à 2008, la question fédérale n'en constitue pas moins dans l'intervalle une cause majeure de tensions, que ce soit entre politiciens à Bagdad ou dans les diverses provinces du pays (32). Les tensions et les violences locales ne sont néanmoins pas toujours guidées par les logiques politiques que voudraient leur donner leurs *leaders* politiques regroupés à Bagdad. Ces derniers peuvent butter sur des réseaux locaux de corruption et de patronage qui parfois leur échappent.

La situation régnant à Bassora est particulièrement significative de la nature des compétitions à l'œuvre dans tout le pays. Le calme relatif qui y régnait a été rompu depuis que, à la faveur des élections provinciales de 2005, le gouvernorat, tenu par l'ASRII, est tombé entre les mains du Hizb al-Fadhila, parti d'assise essentiellement locale, produit d'une scission avec le courant sadriste. Cette prise de pouvoir du gouverneur Al Waeli s'est accompagnée par l'élimination systématique, dans les instances locales, des cadres désignés par son prédécesseur. Aux attaques quasi quotidiennes contre les forces britanniques en charge de ce secteur et à la politique d'intimidation et de répression des minorités religieuses se sont ajoutés des règlements de compte inter-chiites prenant un tour de plus en plus violent. Cette lutte concerne la répartition des postes au sein de l'administration et des forces de sécurité locales pour le contrôle de l'industrie pétrolière et des gains tirés des économies parallèles particulièrement lucratives que sont la contrebande de pétrole, le trafic d'armes et de marchandises (33). Les instances sécuritaires, administratives et économiques sont ainsi accaparées par une myriade de réseaux concurrents : le parti al-Fadhila du gouverneur Al Waeli, perçu comme collaborant avec les autorités britanniques, chapeaute les instances du gouvernorat et la Force de protection des infrastructures pétrolières; l'ASII, les services de renseignement; le courant de

(30) Les affrontements survenus à Kerbala les 27 et 28 août 2007, lors des festivités chiites célébrant la naissance de l'imam Mahdi, causant une centaine de victimes ont encore illustré la violente concurrence qui oppose les sadristes à l'ASII pour le contrôle des forces de sécurité, des villes saintes et du pouvoir local dans les provinces du centre et du sud du pays. La ville est depuis régulièrement placée sous couvre-feu.

(31) L'ASII contrôle les gouvernorats de Samawa et de Nassiriya, le courant de Sadr celui d'Amara, le parti Fadila celui de Bassora.

(32) Cf. Reidar VISSER, «The draft law for the formations of regions : a recipe for permanent instability in Iraq?» et «Federalism from below in Iraq : some historical and comparative reflections», disponibles sur le site Internet [Internet historiae.org](http://historiae.org).

(33) Significativement, les trois ports sont sous le contrôle respectif du parti Fadila, de l'ASII et d'une tribu locale très influente.

Sadr, la police locale, le service de protection rapprochée des administrations provinciales, ainsi que les autorités portuaires; le petit parti local du Hezbollah, la police des mœurs, *etc.* Ce tableau est d'autant plus complexe que l'Iran cherche naturellement à tirer parti de ces compétitions locales en les instrumentalisant (34).

La logique qui prévaut à Bassora est en effet très proche de celle des gangs criminels et mafieux (35). Elle correspond à une forme d'«économie de guerre» (36) qui implique des trafiquants, des hommes d'affaires, des industriels, des syndicats, des factions locales, des représentants tribaux, *etc.* jusqu'aux plus hautes autorités du gouvernorat. Sur la foi de leur unique lien de loyauté vis-à-vis d'un courant, d'une faction ou d'une figure, les «clients» accèdent à un poste, obtiennent un contrat, gèrent un secteur d'activité économique... Des pans entiers de l'administration provinciale et des secteurs économiques ont ainsi été happés par ces réseaux concurrents qui, se tenant les uns les autres, s'affrontent régulièrement. Leur pouvoir se nourrit de l'insécurité ambiante, les factions locales et leurs milices participant à la violence, mais prouvant par là même leur utilité en assurant à la population une forme de protection. La violence représente donc une forme de réajustement perpétuel d'alliances tactiques, celles-là évoluant en fonction de calculs de court terme, d'intérêts économiques et financiers immédiats.

Dans ce contexte, l'opération de sécurisation chapeauté par les forces britanniques de septembre 2006 à mars 2007 (Opération «Sindbad») n'a provoqué qu'une amélioration ponctuelle de la situation sécuritaire, suivie par une rapide reprise en main de la ville par les diverses milices et factions concurrentes. Opéré mi-décembre 2007, le transfert officiel de responsabilité aux forces iraqiennes de sécurité constitue donc un test pour les mois à venir, ces forces, traversées par des loyautés multiples, pouvant s'avérer incapables de juguler une violence qui ne demande qu'à ressurgir (37). Les diverses factions et milices locales se sont d'ailleurs préparées à cette échéance en concluant de nouveaux accords (38). La tenue de nouvelles élections provinciales, dont la date n'est toujours pas fixée, pourrait faire voler en éclats ces alliances tactiques et déboucher sur de plus amples affrontements.

(34) Sur la question de la stratégie iranienne dans le sud iraquien, *cf.* Reidar Visser, «L'Iran, l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak et la lutte pour le contrôle de Bassora», *op. cit.*

(35) *Cf.* «Irak : les leçons de Bassora», *Crisis Group Middle East Report*, n° 67, 25 juin 2007.

(36) *Cf.* «The war economy of Iraq», *Middle East Report*, n° 243, 2007.

(37) Le 12 décembre 2007, quatre jours avant le transfert officiel par les Britanniques du contrôle de la province de Bassora, un triple attentat a eu lieu à Amarra, capitale de la province voisine de Missane, qui est placée depuis avril 2007 sous la responsabilité exclusive des forces iraqiennes.

(38) C'est en ce sens qu'on peut interpréter la conclusion d'un pacte d'honneur engageant 22 groupes et partis de Bassora à ne plus interférer dans les affaires judiciaires et sécuritaires du gouvernorat, *Al-Iraqiyya*, 5 déc. 2007.

L'affirmation des milices tribales : une source de fragmentation supplémentaire

Le processus de criminalisation et de fragmentation de la violence relevée à Bassora montre combien les enjeux en cours en Iraq peuvent être déconnectés des débats officiels rythmant la vie de la «zone verte» à Bagdad. La situation à Bassora témoigne d'un phénomène plus général de «cannibalisation» de l'Etat iraquien qui, tant au niveau des autorités centrales que dans les provinces, voit des pans entiers de ses institutions politiques, administratives et sécuritaires être partie prenante d'un système fonctionnant avant tout selon des logiques miliciennes et clientélistes (39). L'effondrement de l'Etat iraquien est d'autant plus marqué que ce mouvement est indirectement encouragé par une approche américaine de terrain («*bottom-up*») qui, renouant ainsi avec les expériences passées des Ottomans et des Britanniques, vise à accompagner l'affirmation de nouveaux acteurs locaux tribaux perçus comme des émanations positives de la «société civile» (40).

L'expérience menée depuis 2006 avec les tribus arabes sunnites de la province d'al-Anbar illustre cette tendance. Principal foyer d'insurrection dès 2003, terrain propice au développement de divers groupes islamistes et djihadistes et bastion d'Al Qaïda en Iraq, cette province suscite un intérêt renouvelé de la part des autorités militaires américaines (41). Depuis l'été 2005, des tensions croissantes sont apparues entre la mouvance qaïdiste et la population locale. La terreur que ces groupes faisaient régner, la rigueur des lois islamiques qu'ils imposaient et la fréquence des frappes aériennes qu'ils attireraient sur cette province ont eu raison de la plupart de leurs soutiens locaux. Les chefs tribaux d'al-Anbar ont en effet très vite compris l'intérêt à canaliser le rejet exprimé par leurs bases, alors même que les combattants djihadistes bafouaient leur autorité et les privaient de leurs sources traditionnelles de revenus fondées sur le clientélisme, les activités de contrebande et les trafics aux frontières saoudienne, jordanienne et syrienne toutes proches. Après plusieurs tentatives malheureuses, marquées par des divisions inter-tribales et des assassinats, ce n'est qu'en septembre 2006 qu'un conseil des tribus de la province, le «réveil d'al-Anbar», a pu voir le jour. Après avoir rencontré le Premier ministre Al Maliki, le conseil déclarait alors la guerre à Al Qaïda. Un mois après, la ville de Ramadi était «libérée» et placée sous le contrôle des tribus.

(39) Cf. «Iraq calmer, but more divided», *The Los Angeles Times*, 10 déc. 2007 : «Iraq is moving in the direction of a failed State, a highly decentralized situation – totally unplanned, of course – with competing centers of power run by warlords and militias. The central government has no political control whatsoever beyond Bagdad, maybe not even beyond the Green Zone».

(40) Outre la politique menée à l'égard des tribus sunnites d'al-Anbar et des provinces avoisinantes, des expériences similaires commencent en effet à prendre forme auprès de tribus chiïtes, comme en témoigne la pétition signée en novembre 2007 par plus de 300 000 Chiïtes, campagne encadrée par des cheikhs et visant à protester contre le rôle joué par l'Iran dans le Sud iraquien.

(41) Sur l'évolution plus spécifique du paysage djihadiste et qaïdiste, cf. notamment Mathieu GUIDÈRE, «L'Irak ou la terre promise des djihadistes», *Critique internationale*, n° 34, janv.-mars 2007.

Réaction locale de rejet très probablement encouragé par des incitations et des aides saoudiennes et jordaniennes (42), ce mouvement tribal a aussi été mis à profit par les autorités américaines. Le «réveil d'al-Anbar» a très tôt bénéficié de soutiens financiers et logistiques *via* la mise en œuvre d'un programme d'actions civilo-militaires inspiré des Provincial Reconstruction Teams (PRTs) lancé depuis 2002 en Afghanistan (43). Ce regroupement de plus de 25 tribus s'est ainsi chargé de trouver de nouvelles recrues pour la police locale, dont le chef est désormais acquis au mouvement. Cette plate-forme a aussi formé sa propre milice tribale, aujourd'hui composée de plusieurs milliers d'hommes. Les responsables militaires américains ont également offert au «réveil d'al-Anbar» une forme de reconnaissance politique, en lui désignant un chef en la personne du cheikh Abdel Sattar Albou Richa, personnage pourtant très controversé au sein de la confédération des Doulaymi comme de sa tribu et de son propre clan, qui paiera d'ailleurs de sa vie sa rencontre très médiatisée avec le président George W. Bush en septembre 2007. Une délégation emmenée par son frère a même été accueillie peu de temps après à Washington.

S'appuyant sur l'amélioration de la situation sécuritaire depuis l'apparition de ces formations tribales, l'administration américaine a choisi de présenter cette expérience à al-Anbar comme un de ses succès majeurs. Elle tente donc de reproduire ce schéma à Bagdad et dans les provinces à forte population sunnite, que ce soit dans les gouvernorats voisins de Salah al-Din et de Diyala, dans le gouvernorat de Ninive plus au Nord ou encore au Sud, à Kerbala, Babil et Wassit. Les autorités américaines voient en effet dans la revivification du phénomène tribal un moyen de lutter contre Al Qaïda, mais également une voie nouvelle pour tenter de réintégrer les Arabes sunnites dans le processus politique, administratif et sécuritaire iraquien. Selon leur plan, au total, 60 000 miliciens tribaux – désignés comme «*concerned local citizens*» – devraient être intégrés dans les Forces de sécurité iraqiennes (44).

Cette politique tribale soulève néanmoins de nombreuses interrogations et incertitudes. En premier lieu, cette expérience semble difficilement

(42) Les tribus iraqiennes d'al-Anbar, membres de la grande confédération des Doulaymi, entretiennent une proximité ancienne et des contacts nourris avec leurs cousins, de l'autre côté de la frontière, avec lesquels ils traitent d'affaires multiples et font du négoce. Les Doulaymi représentent une confédération tribale très puissante : connue pour avoir fourni de nombreux soutiens au régime de Saddam Hussein, puis rendue célèbre à l'étranger depuis sa participation à la tentative de coup d'État en juillet 1992 contre ce même Saddam Hussein, cette confédération s'appuie aussi sur des ramifications très développées avec le monde du négoce et des affaires en Jordanie et en Arabie saoudite. On peut supposer que des aides financières jordaniennes et saoudiennes ont transité par ces réseaux de solidarité tribale. Plusieurs rencontres entre chefs tribaux iraqiens ont d'ailleurs été organisées ces derniers mois à Amman.

(43) Cf. Robert PERITO, «The US experience with Provincial Reconstruction Teams in Iraq and Afghanistan», présentation devant le Congrès, United States Institute of Peace, 18 oct. 2007.

(44) En novembre 2007, déjà 37 000 de ces combattants étaient rémunérés par le Pentagone. Cf. «Iraq : post-Saddam governance and security», *CRS Report for Congress*, 30 nov. 2007, p. 29.

reproductible en dehors d'al-Anbar, province iraquienne peu peuplée mais très homogène, tant dans sa composition ethnico-confessionnelle que dans l'organisation de ses structures sociales tribales. Une fois exporté, ce « modèle » provoque ainsi dans d'autres lieux des frictions entre tribus, qui se disputent la reconnaissance et, plus encore, les aides financières et les armes distribuées par la coalition. Il suscite en outre l'inquiétude croissante des autres communautés vivant dans des provinces à forte population sunnite, mais qui restent néanmoins des zones de population mixte. La sincérité du ralliement des tribus à la logique suivie par la coalition est en outre discutable. Leurs motivations sont multiples et certainement opportunistes. Certaines d'entre elles conservent en particulier des liens avec divers groupes islamistes composant le paysage compliqué de l'insurrection sunnite (45). On peut s'interroger sur la destination finale d'une partie des aides américaines (argent, armes). Ces nouvelles formations tribales, considérées par les autorités américaines comme des éléments stabilisateurs, pourraient à l'avenir se retourner contre des courants et des populations qui leur sont hostiles. Ce risque serait d'autant plus fort dans l'hypothèse où les Arabes sunnites demeurent en marge de l'appareil d'Etat. Déjà, le gouvernement iraquien et, en son sein, les principaux *leaders* chiites voient dans l'affirmation de ces milices tribales le nouveau visage d'une opposition arabe-sunnite désormais légitimée et de plus en plus intégrée au dispositif sécuritaire élaboré par la coalition.

Kirkouk et le Kurdistan iraquien : la prochaine bataille ?

Cette expérience tribale, qui vient désormais soutenir les opérations américano-iraquiennes menées sur Bagdad et dans les provinces avoisinantes, constitue un certain revers pour Al Qaïda en Iraq et les groupes affiliés. Au-delà d'al-Anbar, la sécurité demeure pourtant aléatoire dans ces régions, tout particulièrement au nord de la capitale, comme l'illustre la bataille rangée survenue mi-décembre à Baaqouba entre miliciens tribaux et combattants qaïdistes – une trentaine de victimes dans chaque camp. Plusieurs responsables tribaux ont aussi été assassinés, notamment dans les provinces de Diyala et Salah el-Din (46).

Le nouveau plan de sécurisation entamé en février 2007 semble avoir provoqué un regain de violence djihadiste plus au Nord, jusque dans ces zones de peuplement mixte qui, comme à Tall Afar, Mossoul ou Kirkouk, constituent déjà des foyers majeurs d'instabilité, notamment entre populations

(45) Cf. « Risky US alliances in Iraq : frustrated with the Iraqi army, US forces cultivate ties to ex-insurgents », *The Christian Science Monitor*, 17 juillet 2007.

(46) Le 4 décembre 2007, dans un message audio-diffusé sur un site islamiste, le commandant de l'Etat islamique d'Iraq, Abou Omar Al Baghdadi, annonçait la formation des brigades al-Sadiq, forces spécialement dévolues à la lutte contre le mouvement du Réveil d'al-Anbar et appelait à mener une nouvelle campagne d'attentats dans la durée.

arabes (sunnites, chiïtes et chrétiennes), turcomanes et kurdes (47). Le regroupement de combattants djihadistes dans ces régions est donc porteuse de risques supplémentaires et laisse même redouter des débordements vers le Kurdistan iraquien jusqu'alors relativement épargné. La vague d'attaques-suicides qui a touché Mossoul et Kirkouk depuis le printemps 2007 et les deux attentats survenus à la même époque à Erbil, capitale administrative du gouvernement régional du Kurdistan iraquien ont sonné comme un avertissement. A la même période, une crise aigüe était entamée avec Ankara qui, au nom de la lutte contre des éléments du PKK ayant trouvé refuge dans les monts Qandil (48), a désormais choisi d'intensifier ses opérations militaires (49).

Les autorités régionales du Kurdistan iraquien font donc face à de nombreux défis. La question de Kirkouk, dont le rattachement est réclamé par le gouvernement régional du Kurdistan iraquien (GRK), constitue un point d'abcès majeur. Les diverses pressions qui se sont exercées ces derniers mois à proximité ou sur le territoire de la région kurde iraquienne illustrent le caractère explosif de cette question, alors que la tenue du référendum populaire sur le statut de Kirkouk et des «territoires contestés», prévu avant la fin de l'année 2007 selon les termes de la Constitution (article 140), a été reportée à une date ultérieure. Ces pressions se font d'autant plus fortes que les ambitions autonomistes kurdes ont suscité tout au long de l'année 2006 des tensions croissantes avec le gouvernement central de Bagdad, avec les divers courants locaux arabes et turcomanes qui, dans les localités de population mixte, à la lisière du Kurdistan iraquien, ont dû faire face à un vaste programme de «rekurdisation» (50), et, enfin, avec la Turquie, pour laquelle la question de Kirkouk constitue certainement une ligne rouge.

(47) L'embuscade visant, le 10 décembre 2007, un convoi emmené par le responsable des approvisionnements en armes et munitions pour la police provinciale de Kirkouk est encore venue illustrer le niveau de violence qui perdure dans cette zone.

(48) L'intensification de la pression militaire turque sur la frontière iraquienne a été présentée par Ankara comme une réponse à la vague d'attentats ayant frappé son territoire depuis le printemps et l'automne 2007, opérations montrées comme étant organisées et perpétrées par des éléments du PKK ayant trouvé refuge dans le nord de l'Iraq. Ces attentats, par leur nombre et leur ampleur, n'ont pourtant pas été plus soutenus que par le passé; ils n'ont eu que peu d'impact au sein de la population kurde du Sud-Est anatolien, de plus en plus distante vis-à-vis du PKK; enfin, il reste à prouver qu'ils aient effectivement été lancés par des éléments du PKK présents en territoire kurde iraquien. Cf. Gareth STANSFIELD / Robert LOWE / Hashem AHMADZADEH, «The Kurdish policy imperative», *Middle East Programme Briefing Paper*, Chatham House, déc. 2007.

(49) Le 30 novembre 2007, le Parlement turc a donné à l'armée l'autorisation formelle de conduire des incursions au nord de l'Iraq afin de poursuivre les militants du PKK. Le 15 et le 16 décembre, l'aviation turque a procédé à des bombardements sur des camps et des villages situés côté kurde iraquien, dans la région du mont Qandil. Ces opérations, bientôt suivies de premières incursions, surviennent alors que la Turquie dit avoir massé depuis six mois près de 100 000 hommes aux frontières.

(50) Les représentants arabes et turcomanes estiment que 350 000 Kurdes ont été volontairement réimplantés à Kirkouk depuis 2003. Forts des résultats des élections provinciales de 2005, par laquelle la liste kurde unifiée remporta 59,19 % des suffrages, les Kurdes détiennent 26 des 41 sièges que compte le conseil municipal, contrôle les administrations ainsi que les forces de sécurité de la ville. A ces tensions anciennes s'ajoutent celle que pourrait constituer la nouvelle présence du courant de Sadr, qui a ouvert en 2006 un bureau à Kirkouk et se positionne pour défendre les droits des populations arabes chiïtes encore présentes dans la ville.

Au-delà des revendications historiques sur Kirkouk, le gouvernement régional du Kurdistan iraquien a en effet réalisé certaines avancées concrètes depuis sa formation en mai 2006 et la réunification des deux administrations d'Erbil et de Souleymanieh (51). Profitant du fait que l'organisation fédérale de l'Etat iraquien est repoussée à 2008, le GRK s'est attaché dans l'intervalle à préparer l'avenir en exploitant toutes les ambiguïtés et les faiblesses de la Constitution nationale iraquienne. Il s'est ainsi donné les capacités administratives, législatives, sécuritaires et économiques d'asseoir son projet d'autonomie régionale poussée, quelle que soit l'organisation future de l'Etat fédéral iraquien. Tirant parti d'une situation sécuritaire incomparable et jouissant d'une situation économique et sociale beaucoup plus favorable au regard du reste du pays, la région autonome du Kurdistan iraquien a donc en quelques mois travaillé sur son propre projet de constitution, voté une loi sur les investissements destinée à attirer les capitaux étrangers et préparé un texte législatif sur le pétrole (52). Survenu en décembre 2006, le transfert officiel des responsabilités aux Peshmergas est aussi venu confirmer la forte autonomie dont jouit le Kurdistan iraquien. Ce transfert a consacré une situation par laquelle près de 60 000 combattants kurdes, dorénavant qualifiés de «gardes régionaux», assurent le contrôle effectif de la région et développent leur présence jusqu'aux localités situées plus au Sud, dans les zones agitées allant de Mossoul à Kirkouk (53).

Les questions économiques et énergétiques concentrent certainement les sources les plus vives de tensions, car elles engagent l'avenir même de la région du Kurdistan iraquien. Les dirigeants kurdes ont misé sur le développement rapide de leur région : il s'agit de s'assurer de la gestion de leur patrimoine pétrolier, pièce maîtresse de leur autonomie, alors que la loi nationale sur les hydrocarbures, toujours en discussion au Parlement iraquien, renforce les prérogatives des autorités centrales. Dans cette logique, le futur statut de Kirkouk et des autres territoires contestés, dont les réserves pétrolières prouvées représenteraient 12 % des réserves totales iraqiennes, sera donc particulièrement impliquant. Pour autant, les ambitions maximalistes des autorités kurdes se voient de plus en plus contrariées au fur et à mesure de leurs avancées. Le GRK pourrait être contraint d'adopter des positions plus pragmatiques, imposées par certaines réalités. La région enclavée du Kurdistan iraquien demeure en effet très liée à son environnement. Son projet d'autonomie reste soumis au cours de ses relations avec Bagdad, avec les Etats-Unis, mais aussi avec la Turquie, qui repré-

(51) Signé le 21 janvier 2006, l'accord d'unification a théoriquement mis fin au partage des trois gouvernorats qui composent la région du Kurdistan iraquien, par lequel le gouvernorat de Souleymanieh était administré par l'UPK et celui d'Erbil et de Dohuk par le PDK.

(52) Cf. «The Kurds in post-Saddam Iraq», *CRS Report for Congress*, 12 déc. 2006.

(53) De nombreuses recrues kurdes ont aussi été intégrées dans l'armée nationale iraquienne et certains bataillons participent ainsi activement au plan de sécurisation entamé depuis février 2007. Les détachements de la nouvelle armée iraquienne stationnés au Kurdistan iraquien et dans les régions adjacentes sont en réalité exclusivement composés de soldats kurdes.

sente son principal partenaire économique. Les Kurdes sont en effet totalement dépendants des transferts de fonds du gouvernement central iraquien, qui représentent encore aujourd'hui près de 97 % de leur budget; ils utilisent le dinar iraquien et sont alimentés par le réseau électrique national; en outre, leurs ambitions pétrolières restent liées à la station de raffinage de Baiji, véritable carrefour stratégique situé à proximité de Kirkouk, et au tracé du *pipeline* acheminant le pétrole vers le port turc de Ceyhan. Enfin, leur projet de développement économique dépend en premier lieu du bon vouloir d'Ankara, les sociétés turques, particulièrement bien implantées dans les secteurs du bâtiment, du commerce, des transports et des télécommunications, constituant les principaux investisseurs étrangers au Kurdistan iraquien.

Ces réalités pourraient être particulièrement difficiles à concilier pour les autorités régionales kurdes. Le non-règlement de la question de Kirkouk, qui porte en elle une forte charge émotive (54), ou encore la question des relations avec Bagdad, Ankara et Washington représentent en effet des sujets cruciaux à même de faire ressurgir des divisions inter-kurdes toujours latentes. Déjà, la crise ouverte avec la Turquie a suscité de vives tensions entre responsables de la communauté kurde iraquienne (55), révélant ainsi toutes les contraintes auxquelles est soumis le gouvernement régional du Kurdistan iraquien. Alors que Massoud Barzani, président du GRK et chef du PDK, multipliait ses prises de position maximalistes, les opérations militaires turques, entamées avec l'aide tacite des Etats-Unis, ont illustré les limites de ses capacités : les autorités de Bagdad et, en leur sein, le président iraquien Jalal Talabani, chef de l'UPK, tout en condamnant la violation du territoire iraquien par Ankara, ont conduit le GRK à signifier sa volonté symbolique à mieux lutter contre la présence du PKK sur ses terres. Cet aveu de faiblesse du *leader* du PDK survient alors que les critiques se multiplient au sein même de ses rangs, jusqu'au sein du clan des Barzan. Le risque de voir ressurgir des querelles inter-kurdes est à considérer, à un moment délicat où l'UPK et le PDK devraient au contraire s'entendre pour procéder à une nouvelle redistribution des postes au sein de leur gouvernement régional (56). Le report du référendum sur Kirkouk, la question de la succession de M. Barzani – âgé et qu'on dit malade – par son neveu, qui masque de moins en moins ses ambitions, mais aussi les mécontentements

(54) Kirkouk est communément désigné comme le «cœur» ou la «Jérusalem» des Kurdes – non comme référence religieuse, mais plutôt pour souligner les enjeux territoriaux qui lui sont liés.

(55) On peut d'ailleurs penser que l'objectif principal de la Turquie, renouant ainsi avec de vieilles pratiques, consiste, non pas vraiment à éradiquer la menace constituée par le PKK au nord de l'Iraq, mais bien plus à semer de nouvelles zizanies entre Kurdes. Cf. Gareth STANSFIELD / Robert LOWE / Hashem AHMADZADEH, *op. cit.*, p. 5.

(56) Selon un accord passé en juillet 2007, le PDK de Massoud Barzani et l'UPK de Jalal Talabani doivent s'entendre pour échanger les principaux portefeuilles et postes dans le gouvernement et l'administration de la région. Ainsi, le poste de Premier ministre, détenu par Nechirwan Barzani, devrait notamment revenir à un membre de l'UPK.

émanant de la population kurde, dont le niveau de vie reste modeste face à des autorités régionales enrichies et corrompues, sont autant de sujets de frictions pesant de plus en plus lourdement sur le Kurdistan iraquien.

* *
*

En quatre ans, on est passé, en Iraq, d'une guérilla contre l'«occupant américain» et ses symboles iraqiens à une guerre entre milices et factions. Depuis les élections de 2005, la violence est devenue partie intégrante des stratégies de divers courants iraqiens placés en situation de compétition. L'Etat iraquien en ressort «cannibalisé»: à tous les niveaux, des pans entiers des institutions politiques, administratives et sécuritaires ont été happés par des réseaux clientélistes ultra-personnalisés. Ce glissement se fait d'autant plus rapidement, au fur et à mesure que les Américains et les Britanniques opèrent un transfert de responsabilités aux autorités iraqiennes, à Bagdad et maintenant dans les provinces (57). Peu crédibles, noyautées et instrumentalisées par diverses factions et milices, les forces iraqiennes de sécurité, alors placées en première ligne, constituent des acteurs impliqués dans les violences qu'elles sont censées combattre. Ce phénomène de fragmentation est de plus amplifié par une approche américaine flattant le localisme: la redécouverte hâtive et peu maîtrisée du fait tribal débouche *de facto* sur la formation de nouvelles milices. Présentée comme un franc succès, cette expérience crée de nouvelles sources d'affrontements inter-iraquiens.

Dans ce contexte, la relative accalmie relevée par Washington doit passer l'épreuve du temps. On peut donc se demander si les diverses parties prenantes au conflit n'attendent pas des «jours meilleurs» pour reprendre leurs combats. La perspective d'un allègement de la présence militaire américaine et les préparatifs des élections générales iraqiennes en 2009 pourraient constituer un nouveau signal pour de plus amples violences. Les causes profondes du conflit sont de fait toujours présentes: aucun compromis ne semble pouvoir émerger à court terme sur la question du partage du pouvoir, des territoires et des ressources. L'absence de progrès sur des questions aussi fondamentales que le fédéralisme, le pétrole ou le statut de la ville de Kirkouk laissent augurer un avenir encore sombre pour les Iraquiens.

(57) Fin 2007, neuf des dix-huit provinces du pays sont passées sous le contrôle des autorités irakiennes.